

LES CARNETS DE L'INSTITUT DIDEROT

Nature et liberté en 2050 : comment l'irruption du vivant chamboule la pensée libérale

Gaspard KOENIG

**Depuis sa création, l’Institut Diderot s’est imposé comme
un espace de réflexion indépendant, libre et exigeant,
ouvert aux grands défis contemporains.**

Il réunit des penseurs, des scientifiques, des économistes,
des philosophes et des experts de la société civile pour décrypter,
avec exigence intellectuelle et ouverture d’esprit,
les grandes mutations de notre époque.

L’Institut Diderot se voulant à la fois un espace de dialogue
et un diffuseur d’idées, accessible à tous, nous avons le plaisir
de vous offrir ce carnet, prolongement naturel des idées échangées
lors de cette conférence.

Vous en souhaitant bonne lecture,

Hélène Béjui-Hugues,
Président de l’Institut Diderot

**INSTITUT DIDEROT,
PARTAGEONS NOS IDÉES POUR UN AVENIR ÉCLAIRÉ !**

Nature et liberté en 2050 : comment l'irruption du vivant chamboule la pensée libérale

Gaspard KOENIG

Sommaire

Avant-propos

André Comte-Sponville

p. 9

Nature et liberté en 2050 :

comment l'irruption du vivant chamboule
la pensée libérale

p. 15

I - Fonction métaphysique de l'humus

p. 18

II - La destruction des sols et l'effondrement du vivant

p. 22

III - Ce que la pensée écologique fait au libéralisme

p. 25

IV - Quelles options ?

p. 30

Questions de la salle

p. 41

Les publications de l'Institut Diderot

p. 59

Avant-propos

C'était le 5 novembre 2024 : nous terminions, avec Gaspard Koenig, le cycle entamé un an plus tôt, sur le thème « 2050 ». Il s'agissait donc, en principe, de prospective à moyen terme. Mais on verra, dans les pages qui suivent, que notre intervenant, sans s'interdire cette approche, est allé bien au-delà. À juste titre : s'agissant de la nature et de la liberté, on ne saurait omettre les exigences du très long terme, pas plus d'ailleurs qu'escamoter les contraintes ou menaces les plus urgentes.

Chacun connaît Gaspard Koenig, philosophe, essayiste et écrivain talentueux, d'inspiration libérale, qui créa le *think tank* « Génération libre » et se frotta, un temps, au plus concret de la vie politique (il ne renonça à être candidat à l'élection présidentielle de 2022 que faute d'obtenir les 500 parrainages requis). Il est l'auteur de plusieurs essais et romans à succès, dont *Voyage d'un philosophe aux pays des libertés* (L'Observatoire, 2018), *Humus* (L'Observatoire, 2023), passionnant roman pour lequel il remporta les prix Interallié et Giono, et tout récemment *Agrophilosophie* (L'Observatoire, 2024). Dans ce

dernier livre, il se propose de « réunir les deux sens du mot *culture* : culture du sol et culture humaine, agriculture et *Kultur* (civilisation) ». Il nous a semblé qu'il était l'homme qu'il fallait pour nous aider à réfléchir à une question décisive : comment concilier la préservation de la nature et celle de nos libertés, donc aussi le libéralisme et l'écologie ?

Merci à lui d'avoir accepté notre invitation, et surtout d'avoir si bien assumé la gravité du problème. La question écologique, note-t-il d'entrée de jeu, est « le sujet majeur de notre époque, voire des dix millions d'années qui viennent ». Et la liberté, pour lui comme pour nous, demeure une valeur essentielle. Reste à les concilier, ce qui ne va pas de soi. Car « ces deux pensées, libéralisme et écologie, sont en conflit : l'exercice de la liberté humaine, tel qu'il s'est étendu depuis cinquante ans, semble en train de ruiner la liberté elle-même, parce qu'il met en péril la possibilité d'exister sur Terre ». C'est scier la branche sur laquelle nous sommes assis : car la nature peut se passer de nous, sans aucune difficulté, mais point nous, de la nature. De là une « tension très forte entre libéralisme et écologie », qui n'est pas neuve mais qui débouche aujourd'hui sur une question redoutable : « Faut-il alors préférer une dictature verte à un libéralisme écocidaire ? »

Tout l'effort de Gaspard Koenig tend à refuser cette alternative, donc à chercher une autre solution. Il évoque d'abord l'importance des enjeux, aussi bien écologiques (préserver l'habitabilité de notre planète) que métaphy-

siques (donner un sens à la vie et à la mort, pas moins), et l'ampleur des dégâts : la destruction des sols, l'effondrement de la biodiversité (le fait, par exemple, que « 73 % des populations d'animaux sauvages vertébrés ont disparu en cinquante ans ») et le dérèglement climatique montrent assez que nous sommes collectivement engagés dans une impasse mortifère. Éco-anxiété ? « Le mot est faible », note Gaspard Koenig, qui prône plutôt, comme Tocqueville, « une crainte salutaire ».

Cela débouche sur une écologie non pas culpabilisatrice ou punitive, comme c'est souvent le cas, mais au contraire hédoniste : il s'agit de jouir de la nature, mais donc aussi de la préserver, ce qui suppose une remise en cause au moins partielle du droit de propriété, lequel ne saurait être absolu, mais pas forcément du capitalisme, qu'il ne faut pas « jeter avec l'eau du bain » ni confondre avec l'obsession de la croissance.

Quant aux solutions possibles, notre conférencier en récuse d'abord trois, qu'il juge illusoires (le technosolutionnisme, la planification, le réensauvagement ou *deep ecology*), avant d'en venir à celle qu'il promeut, à la suite d'Élisée Reclus : une écologie humaniste et rationnelle, fondée sur « l'agroécologie », éclairée par le progrès scientifique (qu'on ne confondra pas avec le règne aveugle des technosciences) et structurée par une démocratie beaucoup plus décentralisée que celles que nous connaissons (donc organisée autour des « biorégions » plus que des États). Cela change heureusement des idolâtres de la nature ou de « Gaïa », la prétendue déesse Terre ou Mère.

La nature n'est pas Dieu : elle ne se soucie pas de nous.
C'est bien pourquoi nous devons nous soucier d'elle.

Gaspard Koenig, pour conclure, se dit optimiste à très long terme (quoiqu'il n'ignore pas « l'explosion finale » qui attend notre soleil, dans quelque 4 milliards d'années, à laquelle l'humanité a peu de chances de survivre), inquiet à court ou moyen terme, comme la plupart d'entre nous, tout en reconnaissant, notamment dans le débat qui suivit son exposé, qu'il ne sait pas « comment opérer politiquement » pour permettre, dans les années ou décennies qui viennent, cette « transformation agroécologique » qu'il appelle de ses vœux.

Que ceux qui ont une stratégie crédible lui jettent la première pierre. Les autres, dont je suis, se contenteront d'admirer la clarté de sa pensée, la puissance de son message, et de chercher, avec lui et d'autres, le chemin politique dont il montre si lucidement l'urgente nécessité et l'actuelle inexistence.

André Comte-Sponville
Directeur général de l'Institut Diderot

Nature et liberté en 2050 : comment l'irruption du vivant chamboule la pensée libérale

Pendant une dizaine d'années, j'ai tenté, par différents moyens, de promouvoir la pensée libérale classique – la grande pensée libérale, pas cet horrible néo-libéralisme marchand que nous connaissons. Puis je suis entré dans la question écologique, que je regardais d'un œil un peu distrait jusque-là. Et quand on commence à entrer dans cette matière, on ne peut que considérer que c'est le sujet majeur de l'humanité, de notre époque, voire des dix millions d'années qui viennent – nous sommes en train de vivre la sixième extinction de masse du vivant et, si nous continuons à ce rythme, il faudrait environ cinq millions d'années pour restaurer la biodiversité à son niveau d'avant l'anthropocène.

Or ces deux pensées, libéralisme et écologie, sont en conflit : l'exercice de la liberté humaine, tel qu'il s'est étendu depuis cinquante ans, semble en train de ruiner

la liberté elle-même, parce qu'il met en péril la possibilité d'exister sur Terre. La nature, elle, existera sans la liberté humaine. Le vivant se reprendra et cinq à dix millions d'années ne sont pas grand-chose à l'échelle de la planète et de la vie; en revanche, la liberté, elle, ne peut pas exister sans la nature. Faut-il alors préférer une dictature verte à un libéralisme écocidaire?

Cette tension très forte entre libéralisme et écologie n'est pas nouvelle. Historiquement, les libéraux ont tendance à se méfier de l'écologie, parce qu'elle aboutirait à des sociétés closes, holistes, très normatives. Karl Popper, qui était assez ouvert sur ces sujets après-guerre, a fini par une détestation radicale des *Grünen* dans les années 1980. En France, Luc Ferry mène lui aussi la guerre à l'écologie au nom de l'humanisme. Il y a, politiquement et philosophiquement, une très forte hostilité du libéralisme classique vis-à-vis de la pensée écologique, qu'elle soupçonne d'un irrationalisme heideggérien.

On peut cependant noter que les premiers libéraux étaient très sensibles à la question de la nature. Dès le milieu du XIX^e siècle, John Stuart Mill expliquait, contre Jean-Baptiste Say, qu'on ne peut pas avoir de croissance infinie sur des ressources finies – ce qui est un raisonnement bien connu depuis le rapport Meadows. Pour cette raison, John Stuart Mill appelle à une sorte de *stationary state*, idée qui revient à la mode chez les économistes américains aujourd'hui, c'est-à-dire à un état d'a-croissance, ni croissant ni décroissant. Un état d'équilibre. Autre philosophe libéral, Tocqueville est

aussi, ce qu'on sait moins, un auteur presque lamartinien dans son rapport à la nature. Dans un petit texte publié à titre posthume, réédité sous le titre *Quinze jours au désert*, Tocqueville raconte une excursion à cheval dans les forêts du Michigan à la fin de son voyage aux États-Unis. Il contemple cette forêt primaire, les troncs morts au sol qui se dégradent lentement, il entend le chant des oiseaux, admire les cours d'eau et, dans un passage très nostalgique, regrette le fait que tout cela soit amené à disparaître. La modernité, que par ailleurs il appelle de ses vœux, détruira ces forêts primaires ainsi que les peuples indigènes qu'elles abritent, alors qu'il est aussi très touché par la manière dont les communautés premières qu'il rencontre là-bas vivent sur un pied d'égalité. C'est comme si, à la naissance du libéralisme, il y avait une sorte de regret, un regret par anticipation de tout ce qu'on allait détruire.

Se pose alors une question, comme l'écrit Serge Audier dans *La Société écologique et ses ennemis*. Peut-on imaginer une société ouverte écologique, au sens poppérien, où les gens soient libres de décider de leur vie, de faire leurs propres choix, et qui soit néanmoins respectueuse des écosystèmes, au sens où elle ne mettrait pas en danger la pérennité de notre espèce ?

I. FONCTION MÉTAPHYSIQUE DE L'HUMUS

Pour avancer quelques pistes de réponse, j'aimerais reprendre la question à partir du sol sur lequel nous marchons – notre humus. Nos systèmes législatifs sont faits pour des sociétés abstraites, où les individus se croisent les uns les autres dans un monde virtuel et où, suivant nos convictions, on rajoute ensuite plus de redistribution, plus de liberté, plus de ceci, plus de cela, mais enfin toujours dans une bulle entre hommes. Aucun des grands contrats sociaux qui fondent nos sociétés actuelles ne prend en compte l'environnement sur lequel ces relations se développent. C'est pourquoi je propose de repartir du sol, dont j'ai entraperçu les mystères et les secrets en me documentant pour *Humus*, mon dernier roman.

Avant toute considération agronomique, j'aimerais dire à quel point l'humus sur lequel nous marchons a une fonction métaphysique. Cette bande de quarante centimètres qui fourmille de vie – rendez-vous compte qu'un sol vivant contient trois tonnes de vers de terre à l'hectare ! –, ce sol dont on ne connaît qu'1 % des espèces qui y vivent, alors que nous connaissons si bien le cosmos et l'espace, joue un rôle fondamental : transformer la mort en vie. C'est ce qu'il fait depuis des centaines de millions d'années. Il assimile les cadavres, essentiellement les cadavres de plantes. Les bactéries, les champignons et les lombrics cassent les molécules complexes qui forment les corps carbonés et les dispersent en petits éléments biogènes, nutritifs. Ces aliments seront ensuite assimilés par les plantes, qui nourriront elles-mêmes les herbivores, qui

nourriront, enfin, les carnivores. Sans cesse, le sol décompose le mort et recompose le vif. S'il n'y avait pas de sol, les cadavres s'entasseraient et, au bout de quelques générations, le ciel serait bouché par la mort. Car un cadavre n'a aucune raison de se putréfier par lui-même. Lancé dans l'espace, il resterait intact. Une foule d'animalcules viennent le décomposer et permettent à d'autres vivants d'émerger. Cet humus donne ainsi sa temporalité à la vie sur terre. Sur une roche-mère, nue, il faut attendre mille ans pour que se constituent naturellement une couche d'humus et une forêt primaire. Dans un délai plus court, c'est l'incessante formation de l'humus qui nous oblige à râver les façades des immeubles. En effet, la noirceur sur la pierre n'est pas due à la pollution mais à la pédo-génèse : l'agglomération de petites particules commence à constituer un sol. Une ville, quintessence de la civilisation humaine, est un effort colossal pour essayer de gommer le sol, qui détruit, efface et recycle. Nous tentons de créer des choses immarcescibles, des monuments et des rues qui soient là pour toujours ou, du moins, pour plusieurs générations, mais on voit bien que, dès que l'on cesse de les entretenir ne serait-ce que pendant quelques mois, le sol revient à toute vitesse, les canalisations se rompent, les racines cassent le bitume, les plantes rudérales poussent dans les fissures. Constamment le sol pousse et constamment nous essayons de le retenir.

Charles Darwin, dont le dernier livre s'intitule *La Formation de la terre végétale par l'action des vers de terre*, est l'un des premiers à l'avoir compris. La fin de son ouvrage est éloquente : « La charrue est une des plus anciennes et

des plus utiles inventions de l'homme ; mais bien avant qu'elle existe, la terre était en fait régulièrement labounée et continue toujours de l'être par les vers de terre. On peut douter que beaucoup d'autres animaux aient joué un rôle aussi important dans l'histoire. » Darwin montre, par exemple, que si les ruines sont sous terre, c'est en raison du travail des lombrics. Elles ne se sont pas enfoncées magiquement d'elles-mêmes : c'est le sol qui est remonté, sous l'action de millions de millions de lombrics.

Ce sol-là, nous l'avons toujours méprisé. Il est bien difficile d'en trouver une trace dans l'histoire de la philosophie. Selon mes modestes recherches, que j'expose dans *Agrophilosophie*, Élisée Reclus est le premier philosophe qui parle de l'humus, à la fin du XIX^e siècle, une dizaine d'années avant les vers de terre de Darwin et au moment où se constitue par ailleurs la pédologie, la science du sol. Dans le *Théétète*, Platon fait raconter à Socrate l'histoire de Thalès, qui marche en regardant le ciel et tombe dans un puits, s'attirant les quolibets d'une servante thrace. Elle lui dit de regarder où il met les pieds au lieu de regarder toujours au-dessus de sa tête. Jusqu'à Darwin et Reclus, personne n'a suivi le conseil de la servante thrace. Tout le monde a regardé le ciel, nous avons investi depuis 2 500 ans des ressources absolument considérables pour quelque chose qui, jusqu'à preuve du contraire, est dépourvu de vie. Nous avons voulu comprendre le cosmos et déchiffrer les trous noirs ; nous sommes allés sur la Lune et avons construit d'immenses télescopes ; et nous sommes incapables d'expliquer comment fonc-

tionne le sol sur lequel on marche. Nous avons pris un grand retard qui explique qu'aujourd'hui on connaisse si mal cet humus.

L'humus donne aussi, en tout cas à titre personnel, un sens à la vie, à la mort. L'angoisse existentielle décrite par Sartre dans la *Nausée* naît de la contemplation d'une racine de marronnier, dans un jardin public. Le narrateur regarde cette racine, la trouve noueuse, inerte, sans nom, compacte, une sorte de chose brute, sans signification. Devant cette absence totale de signification, il éprouve l'angoisse, l'angoisse du néant, qui guide tout l'existentialisme, c'est-à-dire toute la philosophie après Dieu. Mais si l'on regarde cette racine comme un objet agronomique, si on la lie à l'humus, si on comprend qu'elle est là pour pomper les sucs et l'eau de la Terre afin d'en nourrir l'arbre, tout à coup, on se sent mieux... On ne trouve plus la racine absurde et sans signification, on trouve, au contraire, qu'elle est de plain-pied dans le processus rassurant de la vie. Et pour quelqu'un qui n'est pas croyant, l'idée qu'immédiatement après la mort, les particules de notre corps vont aller alimenter la vie est réconfortante. C'est de là que vient une tendance aux États-Unis, qui commence à être discutée en France, même si la loi l'interdit encore : l'humusation des corps. Décomposer la dépouille dans de la matière organique, soit à même le sol, soit dans des caissons hermétiques, pour produire une sorte de terreau humain sur lequel pourra pousser un arbre mémoriel, par exemple.

II. LA DESTRUCTION DES SOLS ET L'EFFONDREMENT DU VIVANT

Un sol vivant, riche en biomasse, est naturellement fertile. Pas besoin d'engrais. Or nos sols, qui constituent notre humanité – ce n'est pas un hasard si, étymologiquement, « homme » vient d'*humus* et si, dans toutes les religions, la femme et l'homme sont créés depuis la glaise et y retournent –, cet humus, donc, qui nous est si essentiel, nous n'en prenons pas soin. C'est une faute qui va bien au-delà d'une erreur agronomique, c'est une faute métaphysique et une faute politique. Roosevelt, à l'époque du *Dust Bowl*, cet énorme nuage de poussière dû aux labours trop intensifs qui avait complètement ruiné les cultures, disait : *A nation that destroys its soil destroys itself.* Une nation qui détruit son sol se détruit elle-même. Parce que détruire l'humus, c'est être, au sens étymologique, inhumain. C'est pourtant ce que nous faisons, puisqu'on estime qu'en Europe 60 % des sols sont dégradés. Il reste souvent possible de reconstituer en quelques années ou dizaines d'années le sol, mais passé un certain seuil critique, vous atteignez la roche-mère, et là c'est fini, il faut attendre mille ans.

Il n'y a pas de miracle. Les rendements commencent à baisser depuis le milieu des années 90. On traite la terre comme une simple étagère sur laquelle on verse des intrants, on récupère des plantes, jusqu'à ce que, quand le sol est mort, cela ne marche plus. C'est très grave et on n'en parle pas. Le débat politique est aujourd'hui, littéralement, hors sol.

La destruction des sols est à la fois la cause et l'effet de l'effondrement de la biodiversité sur Terre. Le dernier rapport de la WWF énonce que 73 % des populations d'animaux sauvages vertébrés ont disparu en cinquante ans¹. Les trois quarts! Vous imaginez le déséquilibre et la perturbation créés quand trois quarts de la vie ont été détruits par l'homme. Ont disparu, en Europe, 25 % des oiseaux² et entre 70 et 80 % des populations d'insectes³. Nous éliminons la vie des airs, des sols, sans voir que derrière la question du carbone et de l'énergie, sur laquelle se concentre le peu de débat public, il y a la question encore plus fondamentale du vivant. D'ailleurs, l'effondrement de la biodiversité, tout en lui étant lié, n'est pas directement corrélé au réchauffement climatique. Les deux premières causes d'effondrement de la biodiversité, d'après l'IPBES⁴, qui est en quelque sorte le GIEC de la biodiversité, sont la destruction des habitats, la surexploitation des ressources et seulement, en troisième lieu, le changement climatique. Ce qui veut dire que si l'humanité parvenait, par géo-ingénierie miraculeuse, à expédier tous ses excédents carbone dans l'espace, sous terre, ou dans tout autre endroit, que si, donc, elle résolvait la question du carbone et du réchauffement, resterait entier le problème de la manière dont on traite la vie et dont on définit nos modes de vie.

1. <https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2024-10/Rapport%20Planete%20Vivante%202024%20-%20WWF%20France.pdf>
2. <https://www.cnrs.fr/fr/presse/l'intensification-de-l'agriculture-est-l'origine-de-la-disparition-des-oiseaux-en-europe>
3. <https://www.mnhn.fr/fr/le-declin-des-insectes-met-en-peril-le-vivant>
4. Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques.

On peut s'imaginer que cela n'est pas si grave, qu'il n'y a qu'à continuer à remettre du phosphate venu du Maroc, de l'azote venu de Russie, et que tout ira bien. C'est à la fois indéfendable moralement et désastreux en pratique. Aucune philosophie politique, aucune philosophie morale n'admettent la destruction de la vie. Si, en tant que post-croyants, il nous reste un seul critère, c'est bien celui que nous fournit l'évolution naturelle elle-même : la diversité et la quantité des êtres vivants, qui permettent leur renouvellement. Quand on élimine la vie, on élimine le progrès, on élimine la probabilité des mutations et des adaptations. D'un point de vue tout à fait utilitariste, l'homme ne peut pas survivre sans animaux et sans l'écosystème qui l'entoure. En Chine, on commence à devoir polliniser les arbres à la main – comme il n'y a plus d'insectes, on envoie des gens avec des cotons-tiges polliniser les fleurs et, bien entendu, quelques technosolutionnistes proposent de perfectionner le système en utilisant des mini drones (le MIT a récemment dévoilé le projet d'un robot-abeille !). Comme s'il n'était pas plus simple de reconstituer les haies pour préserver les insectes.

On me dira que je suis éco-anxieux. Ma réponse est que le mot est faible. Et ne pas l'être, c'est faire preuve d'une irrationalité totale. Tocqueville, à la toute fin de *De la démocratie en Amérique*, après avoir décrit le risque du despotisme démocratique, précise qu'il ne tient pas un tel propos pour entretenir dans les cœurs une angoisse molle, mais pour provoquer une crainte salutaire, qui nous poussera à l'action. C'est bien cette crainte salutaire qu'il nous faut cultiver aujourd'hui.

III. CE QUE LA PENSÉE ÉCOLOGIQUE FAIT AU LIBÉRALISME

La prise en considération, désormais incontournable, de la vie et de la biodiversité bouleverse les fondements de la philosophie libérale sur laquelle, bon an, mal an, nos sociétés sont fondées.

Pour le montrer, j'aimerais prendre l'exemple de trois pommiers célèbres : celui de Saint Augustin, celui de John Locke et celui d'Henry David Thoreau.

Saint Augustin n'est évidemment pas, tant s'en faut, un penseur libéral. Un détour par le « vol de pommes »⁵ me semble néanmoins utile pour caractériser un certain rapport à la nature dont nos sociétés libérales ont hérité. Dans une page célèbre des *Confessions*, Saint Augustin avoue qu'adolescent, avec sa petite bande, à Carthage, il a commis une chose atroce : un vol de pommes. Le plus impardonnable, pour l'auteur, est que ses camarades et lui ne les ont pas volées parce qu'ils en avaient besoin. Ils en ont bien mangé quelques-unes, mais ils ont presque tout jeté de ce qu'ils avaient récolté. S'ils ont volé c'est, plus fondamentalement, pour s'amuser. Cet épisode, évidemment, n'est pas sans rappeler le péché originel, concept dont Saint Augustin est par ailleurs l'inventeur... Ce que Saint Augustin déteste plus que tout dans cet épisode du vol de pommes, c'est le plaisir qu'il lui a procuré.

5. L'épisode est traditionnellement connu comme celui du « vol de poires ». Le texte latin disant *pomum*, qui signifie « fruit », je parlerai de « pommes » pour cette comparaison avec les pommes de Locke et de Thoreau.

« Ma faute, dit-il, fit leur saveur. » Il construit ainsi une philosophie politique qui condamne les plaisirs terrestres, oppose l'ordre céleste et ce qui vient de la terre, pollué par le désir. C'est une philosophie de détestation du désir et du plaisir, pour trouver Dieu en soi dans une purification interne très forte.

Mais l'évolution naturelle nous dit autre chose au sujet des pommes. Si elles sont bonnes, goûteuses, c'est pour attirer les animaux frugivores et leur faire transporter les graines dans leur estomac. C'est une ruse de l'évolution pour que les graines se dispersent, ce qu'on appelle en termes scientifiques l'endozoochorie (chorie : la dispersion, zoo : par les animaux, endo : depuis l'intérieur, c'est-à-dire depuis les intestins). La nature nous demande de prendre du plaisir, elle nous demande de bâfrer, et c'est pour cette raison que je suis hostile à l'idée d'écologie punitive et même de sobriété. La notion de culpabilité qui hante Saint Augustin, qu'il inscrit dans l'eschatologie chrétienne et qui, si on en croit Nietzsche, nous poursuit aujourd'hui encore, est antiécologique. La culpabilité est contre la nature, contre les pommes. Alors que l'écologie ne doit pas être coupable, elle doit nous permettre de jouir. C'est la première chose que l'écologie, bien comprise, bouleverse dans nos sociétés : une sorte de fondement moral, de répression du désir.

Mon deuxième pommier est celui de Locke, dans le *Second traité du gouvernement civil*, rédigé à la fin du XVII^e siècle, en pleine *Glorious Revolution* anglaise. Le passage en question est fondamental pour l'organisation

de nos sociétés, parce qu'il fonde le droit de propriété en le faisant reposer sur le travail. Soit une pomme sur son pommier : je la vois, je la cueille, je la mange. À quel moment en suis-je devenu le propriétaire ? Est-ce quand je l'ai vue, quand je l'ai cueillie, quand je l'ai mangée, quand je l'ai digérée, quand je l'ai excrétée ? Selon la réponse que vous donnez à cette question, vous aboutissez à des philosophies politiques complètement différentes. Pour Locke, j'en suis propriétaire quand je l'ai cueillie, parce que, ce faisant, j'ai mêlé mon corps à la nature, j'ai effectué un effort, un travail, et c'est ce travail qui rend légitime l'appropriation. Le travail, de surcroît, crée de la valeur, Locke expliquant par exemple que, grâce à son travail, l'homme peut augmenter le rendement d'un espace agricole d'un à dix.

Mais réintroduisons le vivant dans cette histoire. La pomme n'a pas poussé toute seule. Elle n'est pas arrivée du ciel. La pomme s'est constituée parce qu'il y avait des vers de terre, des milliards de bactéries, des cours d'eau qui ont permis d'irriguer l'arbre et des abeilles, des insectes, qui ont permis de le polliniser. Bref, la pomme n'a existé que parce qu'il y avait tout un écosystème autour. Si l'on introduit cet écosystème dans l'équation, qui est propriétaire de la pomme ? Est-ce l'abeille, le ver de terre, la vache qui a pâtré et qui, ce faisant, a permis au pommier de mieux grandir, sans concurrent ? Tenant en compte l'activité de la nature, on rend ainsi problématique le fondement même du droit de propriété. D'autant plus que le cœur de celui-ci est l'abusus, avant même l'usus et le fructus. A-t-on vraiment le droit de

détruire un terrain comme bon nous semble, d'annihiler des millions d'années de travail qui ont permis de constituer un écosystème aussi complexe ? Il me semble qu'intuitivement la réponse que nous donnerions tous est négative. C'est donc que nous ne sommes pas propriétaires au sens plein. L'absoluité du droit de propriété, inscrite dans notre Déclaration des droits de l'homme, doit être remise en cause.

Enfin, le troisième fondement que l'écologie remet en cause est le fondement politique du contrat social. J'en appelle cette fois-ci au pommier d'Henry David Thoreau, l'un des fondateurs de la pensée écologique américaine au milieu du XIX^e siècle. Dans son dernier texte, *Les pommes sauvages*, Thoreau raconte l'expérience suivante : remarquant des pommiers sauvages près de son lieu d'habitation, il va cueillir une pomme, la mange et la trouve très mauvaise. Elle est acide. Pourquoi ? Tout simplement parce que le pommier sauvage a dû déployer beaucoup plus d'efforts que le pommier domestique pour pousser. Pour ce dernier, tout est facile : il est protégé par l'arboriculteur qui lui a mis un petit corset et l'a isolé des autres arbres. Il n'a qu'une chose à faire, pousser, et en plus il est bien taillé pour produire des fruits. Le pommier sauvage, lui, doit, pendant des années, se construire un maquis d'épines pour se protéger des cervidés. Une fois qu'il a constitué sa propre carapace, il peut commencer à monter, mais sa priorité n'est pas de faire des fruits, plutôt de fortifier son tronc pour mieux se protéger. Le fruit qu'il produit n'est donc pas très savoureux. Cependant la faute est nôtre, selon Thoreau : il faut avoir le

goût sauvage, se « renaturer », pour pouvoir apprécier ce fruit. Au lieu de simplement cueillir la pomme, comme Locke, il faut avoir marché dans la forêt, s'être déchiré sur les épines, avoir été trempé par une pluie froide, et, une fois qu'on sera redevenu un peu sauvage, cette pomme au goût sauvage nous semblera délicieuse...

On sait que Thoreau est le père de la désobéissance civile : dans le court texte qu'il lui consacre, il raconte sa nuit de prison pour avoir refusé de payer ses impôts à un État qui fait la guerre du Mexique et cautionne l'esclavage. Quelle est la première chose que fait Thoreau, une fois libéré ? Il va cueillir des mûres sauvages. Il y a ainsi pour moi un lien très fort entre cette valorisation du sauvage et la désobéissance civile : être sauvage donne une extériorité par rapport à la société, depuis laquelle il est légitime de juger celle-ci. Quand vous êtes prisonnier du contrat social, quand votre seul horizon est la société, on peut toujours vous objecter que la loi seule est légitime. Elle a été votée et elle oblige. Au nom de quoi la contester ? Avec le sauvage, j'ai une pierre de touche pour remettre en cause les décisions du corps législatif. On comprend, ce faisant, sur quoi se fondent les militants écologistes d'aujourd'hui, qui prônent et pratiquent la désobéissance civile.

IV. QUELLES OPTIONS ?

Une fois qu'on a compris le problème, quelles options politiques s'offrent à nous ? J'en vois trois principales, qui ne seront pas celle que je choisirai. La première, sur laquelle je passerai rapidement, parce qu'elle est ridicule, c'est l'idée que la technologie va tout sauver. Je sais qu'elle est très populaire dans les milieux économiques, mais je ne souhaite pas m'y attarder, tellement elle me paraît faible. Les technosolutionnistes se comportent comme les macaques à longue queue qui prolifèrent sur l'île de Koram, au large de la Thaïlande. Dans une île voisine, on trouve une population beaucoup plus réduite des mêmes macaques. Ils mangent des huîtres qui ont le temps de se renouveler, tout va bien. Sur l'île de Koram, en revanche, il y a seulement 55 mètres de rivage par macaque, et par conséquent les macaques surexploient les huîtres. Ils en mangent trop, la ressource se raréfie, il ne reste plus que des petites huîtres. Qu'ont fait alors les macaques à longue queue ? Ont-ils délibérément pour vivre plus sobrement ? Non. Ils ont développé de nouveaux outils, de nouveaux « process », comme nous dirions, pour ouvrir les petites huîtres. Les macaques à longue queue sont technosolutionnistes : ils vont trouver des outils de plus en plus perfectionnés pour avoir accès aux ressources. Les petites huîtres sont l'équivalent du gaz de schiste : il n'y a plus de pétrole, ce n'est pas grave, nous allons faire des choses encore plus complexes pour aller fouiller encore plus profond, sans comprendre qu'on est simplement en train d'abuser d'une ressource limitée, d'un biotope fini que nous ne pouvons pas exploiter éter-

nellement. Les macaques vont finir par être affamés, et l'humanité par se heurter au mur des limites planétaires.

La deuxième option, c'est la planification. La fameuse planification écologique. C'est l'option des ingénieurs, l'idée jancovicienne que de bons experts vont élaborer un grand plan pour décarboner et opérer une transition agroécologique. Cette option conduit à une restriction des libertés qui est, je pense, inacceptable dans notre société démocratique. Je ne dis pas qu'elle est nécessairement illégitime, mais qu'elle est impossible en pratique. Je suis en outre sceptique, parce que je reste libéral et incrédule à l'idée d'un Plan, pour des raisons toujours valables depuis Hayek. Je pense, enfin, que l'amour de la nature va de pair avec la détestation de la bureaucratie : chérir la biodiversité, c'est aussi respecter les vivants humains dans leur singularité, sans les mettre dans des cases et leur coller des étiquettes. Par conséquent, je ne vois pas comment une construction bureaucratique pourrait résoudre les problèmes engendrés par la bureaucratie elle-même. Cela me paraît complètement illogique. Max Weber, à la fin de son livre sur le capitalisme, décrit comment les sociétés industrielles nous enferment tous dans une cage d'acier. Personne cependant n'a commenté, à ma connaissance, la fin de la phrase, où Max Weber écrit que cette cage existera tant qu'il restera encore une goutte de pétrole. On est au tout début du XX^e siècle, et Max Weber lie déjà très bien la question de la débauche énergétique à celle de l'emprise bureaucratique : c'est la même logique. Et pour sortir de l'une, selon moi, il faut aussi sortir de l'autre.

Enfin, troisième option, plus maline, mais qui n'est toujours pas la mienne : celle du réensauvagement, la *deep ecology*. Les humains ont fait n'importe quoi, on va les parquer dans des villes, bien serrés, pour faire des économies carbone, dans de grands immeubles bien gérés avec de l'IA, et à côté on va pouvoir réensauvager la nature, la laisser à elle-même dans de grandes zones protégées. Cette logique de conservation est, au fond, antiévolutionniste. La plupart des naturalistes s'y opposent d'ailleurs. Toutes les espèces se sont adaptées à la présence humaine, comme l'homme s'est adapté à la présence des autres espèces. L'évolution est une longue course d'adaptation mutuelle, et il n'y a donc aucune rationalité à l'idée de revenir à un état originel. Cette option, en outre, réintroduirait une binarité, un partage nature/culture, avec laquelle la pensée contemporaine, quelqu'un comme Descola par exemple, essaie de rompre.

J'en profite pour rappeler que nous sommes, nous aussi, des êtres de nature. Le biologiste Marc-André Selosse montre bien que s'il est si difficile pour l'humanité d'agir contre le réchauffement climatique alors que toutes les connaissances scientifiques sont disponibles, c'est précisément parce que l'homme est un être biologique et que l'évolution naturelle a inscrit en nous, comme dans tout être vivant, des réflexes individualistes. Nous sommes parfaitement conformes à ce que la nature veut de nous quand nous sacrifions le long terme au court terme, c'est exactement ce que font les espèces animales. Il n'y a pas d'ordre ni d'harmonie dans un milieu naturel.

Ma ligne directrice serait plutôt de replonger l'homme dans son milieu et de l'inciter à interagir avec son écosystème de manière positive. C'est toute la philosophie d'Élisée Reclus, géographe, anarchiste, communard, et aussi l'un des premiers théoriciens de l'écologie, tout en étant profondément humaniste. Pour Reclus, de même qu'il y a un sol végétal qui constamment retraite les déchets et les recycle, il doit y avoir un « sol humain » qui rend l'action de l'homme bénéfique au milieu lui-même. L'homme peut augmenter la biodiversité, avoir une action meilleure, au nom même des critères portés par l'évolution naturelle, que la nature laissée à elle-même. Le mal que l'homme a fait, écrit Élisée Reclus, l'homme peut le défaire. Pourquoi ? Parce que l'homme, c'est « la nature prenant conscience d'elle-même ». Reclus ne flagelle pas l'humanité comme trop d'écolos aujourd'hui, il est fier que l'homme possède cette intelligence, cette position privilégiée dans la chaîne trophique, cette conscience des mécanismes de l'évolution. La nature s'en fiche de la biodiversité, tandis que l'homme peut agir en sa faveur. Que faisons-nous quand nous réintroduisons un loup dans le parc de Yellowstone ? On diminue la population de cervidés, ce qui permet aux arbres de repousser, aux castors de revenir et au milieu aquatique de se régénérer. Quand nous réintroduisons des bisons dans les Carpates en Roumanie, ils fertilisent et compactent les sols, ce qui permet de stocker des dizaines de milliers de tonnes de carbone. Cela, c'est notre intelligence de la nature qui le permet. Pas la technologie, mais la science, la science fondamentale.

Voilà qui conduit aussi à toute une vision de la société. Ce n'est pas pour rien qu'Élisée Reclus est anarchiste. Pour répondre à la question de la société ouverte, je me retrouve dans la vision de Reclus. Les grandes bases d'une société ouverte, le progrès, la science, la démocratie, le marché, la liberté, je les y retrouve, mais en modifiant un petit peu les termes.

D'abord, Élisée Reclus est pour le progrès. Il n'est pas question chez lui de revenir à un état antérieur, un état de nature idéal. Simplement, le progrès, pour Reclus, c'est d'abord de savoir reconnaître ses erreurs. Notre problème n'est pas d'avoir fait de l'agriculture chimique. Mais, de même que l'évolution naturelle résout des problèmes, en crée d'autres, les résout, et ainsi de suite, nous devrions reconnaître maintenant qu'il s'agit d'une fausse route. J'aime bien rappeler que, parfois, l'abandon de certaines technologies est un progrès. Un exemple trivial : les robinets dans les toilettes des trains SNCF. L'innovation technologique consistant à mettre des capteurs pour déclencher l'eau ne marche pas. Personne n'y arrive, il faut faire le vaudou avec ses mains pendant un quart d'heure en espérant que l'eau vienne. Et puis, dans les nouvelles rames SNCF, un ingénieur de génie a eu l'idée de remettre une pédale pour actionner l'eau, ce qui en plus permet de l'économiser. C'est une régression technologique qui est en réalité un progrès. Voilà qui permet de bien distinguer la science et la technoscience, le savoir et la technique.

Le progrès a aujourd’hui un nom : l’agroécologie, c’est-à-dire l’idée de répondre aux problèmes posés par la nature avec des solutions fondées sur la nature. Pour éliminer les ravageurs, planter des haies qui abriteront leurs prédateurs ; pour fertiliser la terre, semer des couverts végétaux (le trèfle pour fixer l’azote, par exemple) ; pour limiter la pousse des adventices, associer différentes variétés culturales sur un même champ... Il ne s’agit nullement de revenir en arrière, mais d’utiliser notre connaissance des écosystèmes pour utiliser à notre avantage les patientes trouvailles de l’évolution naturelle. Agroforesterie, permaculture, agriculture de conservation des sols et bien d’autres méthodes vont toutes en ce sens.

C’est la clé de toute transformation, qui va nous forcer à entrer dans une nouvelle ère physiocratique, en reconnaissant qu’ultimement toute richesse vient de la terre. Un sol vivant est en effet la condition première d’un environnement sain. Il assure la fertilité naturelle des terres agricoles. Il permet l’infiltration des eaux de pluie, jouant un rôle d’éponge crucial en cas d’inondation ou de sécheresse. Il garantit la qualité des nappes phréatiques. Il entretient un microbiote riche en bactéries diverses qui, en communiquant avec nos intestins, travaillent à notre bonne santé. Il entretient et favorise la biodiversité. Et il stocke du carbone : selon la règle fameuse du « quatre pour mille », une augmentation annuelle de 0,4 % de la matière organique contenue dans le sol compenserait les gaz à effet de serre produits par l’humanité.

Un simple tour sur le site de l'INRAE⁶ montre que les agronomes, les mêmes qui, il y a cinquante ans, proclamaient la révolution verte et l'agrochimie, avec de bonnes raisons à l'époque, travaillent maintenant sur la manière de réussir l'agroécologie, sur les associations de culture ou les couverts végétaux à promouvoir, pour tels sols, à tel moment. Le directeur scientifique de l'INRAE sur l'agriculture, Christian Huygues, a modélisé de manière très détaillée les techniques nécessaires à cette transition. La science économique elle-même nous appelle à faire de l'agroécologie. Une logique économique authentique doit considérer la terre comme un capital. Un rendement qui ne tient pas compte de la disparition progressive du capital doit être considéré comme nul. Redonner de la valeur économique aux sols et aux écosystèmes permettra de rendre naturellement les investissements vertueux.

La technologie, les drones ou l'IA pourront bien sûr aider, mais ils ne sont pas le cœur de la solution. Encore une fois, ne pensons pas que la technologie forge notre destinée, que nous sommes condamnés à suivre l'évolution des techniques parce que c'est comme ça, la charrue est apparue, l'homme s'est sédentarisé, les grandes villes se sont créées, puis les États-nations, jusqu'à l'Union européenne. Il faut lire *The Dawn of Everything* de David Graeber et David Wengrow, qui montrent que, quand les premières technologies agricoles sont apparues, les sociétés humaines ne les ont pas uniformément

6. <https://www.inrae.fr/>

adoptées. Elles en ont fait un usage extrêmement différencié. Certaines communautés ont adopté la charrue, d'autres l'ont refusée, d'autres l'ont adoptée puis l'ont rejetée, d'autres l'ont adoptée six mois par an, bref, il y a eu autant d'usages qu'il y avait de valeurs politiques. Il n'est d'ailleurs pas dit que le labour soit éternel. La grande mode, aujourd'hui, est de faire du sans labour, du semis direct, autrement dit de revenir sur dix mille ans d'usage de la charrue. Comme le montrent Graeber et Wengrow, la technologie n'a pas été le moteur de l'évolution humaine, elle a été soumise à « l'imaginaire social » que se choisissaient les communautés.

Comment effectuer la transition vers l'agroécologie ? Je reconnais ne pas avoir de chemin politique concret à proposer. Mais je ne pense pas que cela soit possible dans une société organisée autour de l'État-nation, qui est une création de l'ère industrielle. Les démocraties représentatives sont fondées sur une temporalité industrielle, avec des mandats de quelques années, suffisants pour faire la différence sur le chômage ou le PIB, mais pas pour restaurer la nature. Ce qu'appelle l'ère agroécologique et agrophilosophique, c'est une démocratie beaucoup plus décentralisée, à la Tocqueville, parce que c'est dans un monde décentralisé que la responsabilité vis-à-vis de son environnement est possible.

C'est toute l'idée des biorégions. Aujourd'hui, personne n'est responsable de son environnement : si le champ à côté de chez vous est plein de glyphosate, ce n'est pas votre problème, parce que vous buvez de l'eau qui a été

traitée, que de toute façon vous allez acheter votre nourriture dans une biocoop, avec des produits qui viennent d'on ne sait où, mais qui sont validés bio. Le jour où vous mangez local et où vous avez un pouvoir démocratique sur l'organisation sociale et agricole de votre territoire, cela devient votre problème. Ramener l'échelle de discussion démocratique au plus proche du terrain, voilà ce qui déclenche l'attitude écologique. C'est parce qu'on est responsable de quelque chose, qu'on commence à en prendre soin, qu'on devient écologiste, par l'inverse. Et cela est vrai des villes comme des campagnes. Paris, au milieu du XIX^e siècle, était quasiment autonome sur le plan alimentaire, parce que les déchets des Parisiens et des chevaux alimentaient les potagers bio-intensifs des maraîchers de la petite ceinture. L'autonomie alimentaire peut se penser aussi au niveau des villes, pas seulement dans les campagnes.

Je conclurai non pas sur 2050, mais sur 2500. Arne Næss, le fondateur de l'écologie profonde, avait répondu à un journaliste qui lui demandait s'il était optimiste : « oui, pour le XXII^e siècle ». Ce qu'il voulait dire, c'est que, quelles que soient les erreurs de l'humanité, à la fin, l'histoire se terminera bien pour la vie sur Terre. Bien au-delà du XXII^e siècle, dans quelques millions d'années, la biodiversité aura retrouvé le niveau qu'elle avait avant l'arrivée de l'homme. Ce n'est pas grand-chose pour une planète qui en a encore pour quatre milliards d'années avant l'explosion du soleil. Cette pensée me console, l'idée que toutes nos constructions en béton, tous nos produits chimiques, et même nos déchets nucléaires,

vont finir par être recyclés, même si cela prendra beaucoup de temps. Et donc que notre empreinte n'est pas éternelle. L'humus effacera nos erreurs. Mais, évidemment, la question, pour nous, est de savoir si l'humanité a encore une place dans les quelques siècles sur lesquels nous pouvons nous projeter. Et là, je ne vois alors pas d'autre travail à faire que plonger la main dans la terre, cultiver notre éco-sensibilité, prendre conscience du vivant avec lequel nous sommes interdépendants et en faire le sujet politique principal.

Questions de la salle

François Charles⁷ : *Y aurait-il une comparaison à faire avec, en matière économique, les politiques de Keynes, avec intervention des États, et des politiques libérales, ainsi qu'avec la destruction créatrice de Schumpeter ? Par ailleurs, quelles conséquences pour la politique agricole commune européenne, sachant qu'en plus il est question d'y intégrer l'Ukraine, qui a des sols extrêmement riches qui n'ont même pas besoin d'engrais, très différents des nôtres ?*

Gaspard Koenig : Comme je vous l'ai dit, je doute beaucoup que l'État, né de l'ère industrielle, puisse résoudre ces problèmes. Cependant, comme je l'écris à la fin d'*Agrophilosophie*, je ne suis pas sectaire. Si quelqu'un présentait un brillant plan de transition agroécologique, arrivait à entraîner la société, à en faire un projet politique, je lui laisserais sa chance. Je pense que la transition agroécologique est vraiment le nerf de la guerre. L'agroécologie, c'est cultiver avec moins ou pas d'intrants, et

7. Président de l'IRCE – Institut régional des chefs d'entreprise.

moins ou pas de labour. Autrement dit, cultiver avec du sol vivant. Comme dit Thoreau, il ne s'agit pas de cultiver des haricots, mais d'entretenir la terre de sorte qu'elle pense en termes de haricots – ce que Thoreau appelle la culture demi-sauvage. Cela demande beaucoup d'intelligence humaine mais permet largement, d'après les expérimentations de l'INRAE, d'assurer des rendements comptables à ceux d'aujourd'hui.

Ce n'est pas du tout de la décroissance, raison pour laquelle je suis hostile à l'utilisation du terme « productivisme » pour désigner ce qu'il faut dénoncer. Non : le problème de l'agriculture, aujourd'hui, n'est pas qu'elle est productiviste, c'est qu'elle est chimique, qu'elle empoisonne tout, les sols, l'eau, la vie. Les permaculteurs sont les premiers à montrer que sur 1 m² ils arrivent à produire de manière intensive – ce qu'on appelle le bio-intensif. Le problème, c'est de vouloir produire en épuisant son capital, alors qu'il faut d'abord et avant tout régénérer son capital, et ensuite seulement calculer son rendement. Le problème, par conséquent, n'est pas non plus l'échelle. Je ne suis pas favorable à ce qu'il y ait des micro-fermes partout. Il existe des expériences grandeur nature, par exemple l'Andhra Pradesh, en Inde, un État passé depuis cinq ans à l'agriculture fondée sur la nature. Les rapports que j'ai pu lire sur ce sujet sont élogieux : ce sont d'autres conditions sociales et culturelles qu'en France, mais les revenus augmentent, la santé s'améliore, c'est un succès. Ce qui veut aussi dire que l'argument selon lequel les pays du Sud devraient d'abord faire leur « rattrapage » avant de passer à la suite est erroné. On

peut faire du *leapfrogging*, du saute-mouton, dans le domaine agricole, comme on l'a fait pour la technologie.

Puisque vous parlez de la PAC, Edgar Pisani, le ministre qui, sous de Gaulle, a modernisé l'agriculture, exprimait des regrets très forts à la fin de sa vie, jusqu'à fonder une espèce de club de réflexion dans lequel il prônait tout l'inverse. On pourrait rêver, à l'échelle européenne, évidemment, parce que c'est là que cela se joue, d'un Edgar Pisani qui fasse un plan de transition agroécologique. Mais ce plan ne pourrait pas se limiter à interdire le glyphosate. C'est d'un plan politique global dont nous avons besoin, parce qu'il faut repenser le droit du travail, le foncier agricole, l'aménagement du territoire, toute la chaîne agroalimentaire, repenser enfin la manière dont s'effectue la comptabilité même d'une exploitation agricole. Il faut donc, évidemment, repenser la PAC. Un agronome travaille sur ces politiques publiques à mettre en place, Marc Dufumier. Il explique qu'il faudrait prendre toutes les subventions de la PAC et, à somme égale, les calculer, non plus en fonction de l'hectare, comme c'est encore essentiellement le cas aujourd'hui, ce qui encourage les grandes surfaces, les grandes exploitations, l'intensivité, mais en fonction des services écosystémiques rendus.

La transformation agroécologique refaçonnera aussi nos paysages. C'est vraiment quelque chose de complètement global, qui touche également l'Éducation nationale. À ce sujet, je pense que l'école devrait envoyer en permanence les enfants dans la nature. Élisée Reclus disait qu'il était heureux que les enfants aient deux mois de grandes

vacances, parce qu'ils retrouvent en courant près des ruisseaux le goût de la liberté que dix mois d'école républiqueaine leur ont ôté.

Un mot, pour finir, sur les normes. Une norme simple est une norme beaucoup plus contraignante. C'est tout le malentendu avec les agriculteurs. Ils se plaignent qu'il y a trop de normes et ils ont parfaitement raison. Que répond le gouvernement ? Qu'il va alléger les normes. Mais non, simplifier, ce n'est pas alléger, car une norme simple est beaucoup plus dure qu'une norme complexe, ce gruyère à travers lequel les *insiders* peuvent passer. Imaginons que, comme pour les moteurs thermiques au niveau européen en 2035, on dise qu'il n'y aura plus d'intrants chimiques, plus de labours profonds à telle date. Cela tient en deux lignes, c'est extrêmement simple, et là vous pouvez supprimer toutes les normes sur les haies, parce que pour arriver à ce résultat simple, mais ultra-contraignant, toute la chaîne agricole devra se réorganiser et construire des haies... Ce n'est qu'une expérience de pensée, peut-être pas tout à fait irréaliste, d'ailleurs, même si ce n'est pas à moi de le dire, mais cela permet de voir comment une politique publique peut être d'autant plus contraignante qu'elle est simple et suivie d'effets.

Nicolas Arpagian⁸ : *Le constat et les perspectives sont connus, documentés, mais manifestement nous n'arri-*

8. Vice-président du cabinet HeadMind Partners, membre du conseil d'orientation de l'Institut Diderot.

vons pas à les traduire en actes. Cela pose la question de la contrainte, de la compatibilité avec la démocratie, d'une éventuelle remise en question de celle-ci ou d'une suspension démocratique.

Vous avez aussi parlé de l'échelon local. Tout ce que vous avez décrit me semble s'inscrire dans une logique presque fédérale. Il y aurait un premier échelon très local, mais l'échelon naturel au-dessus serait fédéral, de manière à arriver à la volumétrie et au collectif que vous mentionnez.

Gaspard Koenig : C'est une très bonne question. À la fin d'*Agrophilosophie*, j'hésite un peu entre ces deux options. À court et moyen-terme, étant donné les sociétés dans lesquelles nous vivons aujourd'hui et la manière dont notre démocratie est organisée, on peut en effet imaginer une sorte d'espace fédéral européen où la transition agroécologique serait maîtrisée et planifiée, de manière holiste. Mais mon horizon philosophique, l'horizon souhaitable selon moi, c'est la décentralisation : c'est en décentralisant considérablement les procédures de décision, comme je le disais à la fin de l'exposé, que, naturellement, les gens auront envie et auront même besoin de ce type de politique.

Je vais prendre un exemple très simple, c'est la question de l'eau. Elinor Ostrom, dans ses travaux sur les communs, prend constamment cet exemple. Dans les *huertas* espagnoles, comme en Californie dans les années 1960, elle montre que, face à la question de la raréfaction

de l'eau, il y a deux options : soit l'option des tuyaux, centralisatrice, soit l'option locale, ce que l'on appelle aujourd'hui l'hydrologie régénérative. Cette dernière consiste à dire, pour aller vite : vous avez une ressource, vous en connaissez les limites, débrouillez-vous entre vous pour la préserver. Et là, ce qu'il se passe, comme ce fut le cas dans les villages corses pendant des siècles, c'est que les gens s'organisent en commun pour gérer cette ressource. Ils commencent à se parler, au lieu de demander des règlements à l'État ou des prix au marché. Ces discussions créent des normes, mais des normes extrêmement locales, complètement appropriées, intégrées par les gens à travers des institutions souples, contre lesquelles il n'y a guère de révolte possible, parce que chacun vérifie que l'autre applique bien la norme sur une question vitale pour tous. Dans les *huertas* espagnoles, cela a duré quand même mille ans, donc c'est très soutenable – parfois moins efficace, dit Ostrom, mais plus soutenable. Plutôt que de décider administrativement de ce à quoi un individu a droit, ou à quel prix, ce sont les gens qui organisent eux-mêmes les tours d'eau, de telle heure à telle heure, en fonction des contraintes de chacun : la personne âgée un peu éloignée aura un peu plus d'eau ; telle autre devra changer de culture, passer au sorgho, parce qu'il n'y a pas assez d'eau pour le maïs. Cela crée une contrainte sociale, mais aussi une norme très juste et en évolution perpétuelle. Ostrom décrit très bien comment les assemblées locales non seulement gèrent les conflits, mais gèrent la norme elle-même, qui ne cesse d'évoluer de manière un peu floue, sans cadre institutionnel fixe.

Cette idée des communs est très puissante, elle s'incarne aujourd'hui dans un terme qui revient à la mode dans les milieux écologistes, la biorégion, l'idée de répartir le territoire en fonction de régions qui sont alimentairement, agronomiquement, culturellement cohérentes, et de laisser advenir dans ces biorégions des formes de démocratie qui incitent naturellement les gens à les gérer. Pas parce que les gens deviennent vertueux, mais parce qu'ils doivent gérer eux-mêmes une ressource rare et vitale, un bien commun, ce qui les incite à directement s'impliquer dans la négociation, pour ne pas en être exclus.

Encore une fois, je ne vais pas par principe condamner un grand plan de transition écologique en disant que c'est mal, parce que c'est l'État. Il faut être un peu raisonnable. Mais si on me demande quelle est la forme démocratique idéale pour cette forme de projet, je réponds non pas décentralisation, terme que je n'aime pas beaucoup, mais autonomie locale, biorégion.

Philippe Barrier⁹ : *J'ai été très heureux d'entendre votre propos, je suis convaincu de ce que vous dites de longue date; il y a juste deux points sur lesquels je serai un petit peu critique. Vous avez dit, en vous appuyant sur Marc-André Selosse, que chaque espèce agissait pour elle-même et dans l'immédiat. Mais il se trouve que l'interaction*

9. Philosophe.

donne quand même une réaction symbiotique, c'est-à-dire qui équilibre le milieu. Deuxième point : vous avez dit que nous devions traiter la terre comme un capital. Je crois que, pour les années à venir, c'est un mot qu'il faudra essayer d'oublier, de dépasser, en tout cas, si l'on veut que l'humanité ait un avenir, parce que le capital est une des causes de la tragédie vitale que nous vivons.

J'ai, enfin, deux remarques. Votre travail sur l'humus est tout à fait remarquable, on peut faire la même chose sur l'eau. En effet, Baptiste Morizot montre dans Rendre l'eau à la terre comment nous avons une méconnaissance crasse de l'hydrologie, parce que nous avons privilégié le lit premier de la rivière. Il prend l'exemple du castor, qui pendant 8 millions d'années, jusqu'aux années 1200, a réalisé un travail magnifique pour le vivant. À partir du moment où les moines ont commencé à assécher pour cultiver, c'est-à-dire pour privilégier la terre, cela a été détruit, l'eau n'a fait que couler tout droit vers la mer, dans un état qui est presque celui dans lequel elle était il y a 400 000 ans. On a totalement détruit l'hydrologie. Une suggestion philosophique, pour terminer : je pense qu'il y a une philosophie qu'on néglige totalement et qui, pourtant, apporte énormément de réponses à cette crise majeure : celle de Gilbert Simondon. D'un point de vue ontologique, Simondon nous fait sortir du dualisme dans lequel on s'est enferré depuis des millénaires, et qui nous a séparés, comme si c'était possible, de ce qu'on appelle la nature, du vivant, comme si nous étions autre chose qu'un vivant. D'autre part, son regard sur la technique n'est pas cette idolâtrie de la technologie

avec laquelle il faudrait rompre, il voit la technique et la machine comme un rapport à la nature, c'est-à-dire aux forces du vivant avec lesquelles il faut, et c'est le mot sur lequel j'aimerais vous faire parler, faire alliance, faire alliance avec le vivant autre que le vivant humain.

Gaspard Koenig : Sur le dernier point, je vous recommande précisément le dernier livre de Marc-André Selosse, qui est un spécialiste des champignons et de la question de la symbiose. Le titre est *Nature et préjugés : convier l'humanité dans l'histoire naturelle*, un ouvrage qui remet bien les idées en place. Concernant la symbiose, Selosse dit qu'il n'y a jamais d'état d'équilibre, mais un processus d'adaptation mutuelle. C'est pour cette raison que nous ne devons pas dire que nous allons réen-sauvager pour revenir à un état paisible, non, les choses avancent constamment, parfois dans la violence, parfois dans l'erreur, parfois au détriment de l'espèce elle-même. Cela fait partie de la créativité de l'évolution naturelle, qui trouve des symbioses parce qu'il y a des interactions, des interdépendances entre espèces, mais sans état stable.

Sur l'eau, il se trouve qu'après *Humus*, je me suis engagé dans une tétralogie romanesque où je vais aborder les quatre éléments : la terre, l'eau, le feu et l'air. Parce que je me suis aperçu de ma propre méconnaissance des éléments fondamentaux. C'est dramatique qu'à l'école on n'apprenne pas ce que sont la terre et l'eau. Aujourd'hui, on tourne un robinet, mais qui sait d'où vient l'eau, comment elle est traitée, pourquoi elle est potable ou non ? Les scandales sanitaires récents montrent qu'en

fait, qu'elles soient de source ou minérale, toutes les eaux sont polluées. Il n'y a plus d'eau pure.

L'alliance avec le vivant, ce que Morizot appelle la diplomatie avec l'animal, savoir que nous sommes interdépendants avec notre environnement, s'appuyer sur celui-ci lorsqu'on rencontre un problème, chercher d'abord une solution fondée sur la nature... je suis d'accord, pas par idolâtrie de la nature ou de Gaïa, mais simplement parce que les ressources de l'environnement sont des solutions éprouvées sur des centaines de millions d'années, qui sont donc scientifiquement plus valables, parce que davantage expérimentées, qu'une nouvelle molécule dont on ne connaît absolument pas les effets à long terme (et encore moins « l'effet cocktail » de sa combinaison avec d'autres résidus chimiques).

Là où je suis moins d'accord avec vous, c'est sur la question du capital. J'essaie, dans *Agrophilosophie*, de distinguer la question de la croissance de celle du capitalisme. Certes, l'idéologie de la croissance, l'idée qu'il faut croître à tout prix, est une erreur. Comme dit Aristote, il y a génération et corruption, certaines choses ne croissent que parce que d'autres décroissent. L'humus illustre bien cette idée de la composition-décomposition perpétuelle. En revanche, le capitalisme, au sens de l'économie de marché, permet de fonder nos relations sur l'échange plutôt que sur la contrainte. Croissance et capitalisme peuvent par ailleurs être découplés. Ainsi, les États soviétiques étaient à la fois des états hypercroissants, productivistes, industrialistes, écocidaires et, évidemment, pas

du tout capitalistes. On peut souhaiter une sorte de *stationary state* à la John Stuart Mill, un état stationnaire, une forme d'équilibre, sans se priver des mécanismes très puissants de l'économie de marché pour échanger les biens et les évaluer. Donner un prix à la terre, aux écosystèmes, pour forcer le marché à être vertueux sans devoir compter sur la vertu humaine, me paraît raisonnable. Peut-être dépassera-t-on cela dans une société « anarcho-agro-élyséereclusienne », dans une démocratie locale, mais, dans cette période de transition, je trouve qu'il ne faut pas jeter le capitalisme avec l'eau du bain. Les livres d'écologie que je lis sont souvent excellents, mais il y a toujours, dans les dix dernières pages, une attaque contre le capitalisme qui me paraît un peu rapide.

Amy Dahan¹⁰ : *Je vous remercie beaucoup de votre intervention, mais je suis un peu frustrée en ce qui concerne le chemin politique à prendre pour résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Comme vous l'avez dit dans votre intervention et dans vos réponses, vous n'avez pas de proposition politique concrète et je dirais aussi qu'un certain nombre de difficultés ont été un peu escamotées. Il n'a pas été question, par exemple, d'un fait pourtant majeur, l'urbanisation. Depuis cette année, je crois, plus de la moitié de la population mondiale vit en ville. L'urbanisation éloigne de ce rapport au sol que vous défendez. C'est un obstacle politique majeur à la mise en œuvre véritable d'un certain nombre des ori-*

10. Mathématicienne et historienne des sciences, directrice de recherche émérite au CNRS.

tations que vous avez suggérées, à juste titre. Que faire alors ? L'horizon philosophique à très long terme est très intéressant et doit nous nourrir, mais il nous faut aussi savoir ce qu'on fait, ce qu'on revendique. La Convention sur la biodiversité s'est terminée récemment, sur pas grand-chose, comme vous le savez, néanmoins il y a tout de même un accord sur un certain nombre de points, la préservation des ressources et des espèces, ce qui reste programmatique, mais offre un certain contenu tangible sur lequel agir politiquement.

Gaspard Koenig : Concernant les villes, je ne suis pas vraiment d'accord. Élisée Reclus parlait des villes-jardins. Je pense qu'on peut créer des villes végétalisées et beaucoup mieux reliées à leur milieu. J'ai lancé *Agrophilosophie* dans le potager partagé du V^e arrondissement à Paris. Des gens viennent cultiver la terre sur un toit où l'on a mis une couche d'humus : c'est un peu bobo, certes, mais cela a du sens. À l'inverse, je connais des gens qui vivent à la campagne mais ne connaissent absolument pas la nature et ne veulent pas en entendre parler.

Pour ce qui est du chemin politique, j'ai créé et dirigé pendant dix ans un *think tank* qui proposait des politiques publiques, notamment le revenu universel. N'ayant pas réussi à les faire adopter par qui que ce soit, j'ai essayé de lancer un parti pour passer à l'action. Cela n'a pas marché non plus. Cette expérience et d'autres considérations plus personnelles m'ont fait prendre la décision d'arrêter toute action politique et de me concentrer sur ce que je fais de mieux. Ce serait facile de dire qu'il faut

un fédéralisme mondial, une ONU verte... Je préfère, honnêtement, dire que je ne sais pas comment opérer politiquement cette transformation. D'autant plus que je ne comprends absolument pas comment il est possible que le champ politique écarte ces questions vitales. Comment en arrive-t-on à une telle dissonance cognitive où les conséquences des catastrophes climatiques sont désormais immédiates – on voit les inondations monstrueuses, non pas à nos portes, mais chez nous – et où, en même temps, on parle aussi peu de ces questions dans le débat public ? Je fais, encore une fois, l'hypothèse que notre biologie nous pousse à évacuer le long terme. On peut toujours émettre le souhait qu'en dépassant cette biologie nous arrivions à des grands contrats sociaux mondiaux où l'on résoudrait la tragédie des communs, mais, honnêtement, nous n'en prenons pas le chemin. Je pense que mon rôle est de proposer un horizon positif et, à travers les romans, de fournir de la matière informative et des imaginaires sur lesquels, je l'espère, les gens construiront des chemins politiques. Chacun son métier. La politique n'est pas une chose que l'on peut faire à moitié, c'est ce que m'a enseigné l'expérience. Par conséquent, je laisse à d'autres cette lourde tâche.

Jean-Pierre Hoss¹¹ : *Comment votre analyse s'applique-t-elle à l'espace ? L'homme cherche à conquérir l'espace, à l'habiter peut-être, voire à aller cultiver sur Mars. Qu'en pensez-vous ?*

11. Conseiller d'État honoraire.

Gaspard Koenig : La réponse est très simple. Notre obsession spatiale et notre adulation des astronautes sont un déni total de ce qui importe réellement : ce qui est sous nos pieds. Nous avons hérité d'une planète absolument miraculeuse dans l'Univers, dont jusqu'à nouvel ordre il n'existe pas d'équivalent. Une planète qui a élaboré pendant plusieurs milliards d'années des formes de vie diverses, un humus qui a mis plusieurs siècles à se composer. Et l'on ne trouve rien de mieux à faire que de dire « c'est fichu, allons cultiver sur Mars ! » C'est ridicule – et également indigent sur le plan agronomique. Tout ce temps et cette énergie seraient mieux employés ailleurs.

La science-fiction est en partie responsable de ce monopole de l'espace sur nos imaginaires. On m'a demandé d'écrire une petite BD pour les 50 ans de *Métal hurlant*. J'ai donc relu les anciens numéros : on n'y trouve que des vaisseaux spatiaux, des guerres intergalactiques, des ordinateurs tout puissants... J'ai, pour ma part, proposé un futur utopique, mais qui se passe ici-bas, avec de l'humus, des communautés locales, ce que je trouve beaucoup plus attrayant que cette obsession abstraite de l'espace, probablement héritée du temps où on y voyait, comme Aristote, un ordre cosmique supérieur au nôtre. Les héros d'aujourd'hui, ce sont les géodrilologues, les spécialistes des vers de terre, dont personne ne connaît même le nom. Pas les astronautes. On s'en moque, en fait, d'aller conquérir Mars, cela n'a aucun intérêt, c'est une plaisanterie pour ados.

Bernard de Courrèges d'Ustou ¹² : *J'ai deux questions. Tout d'abord, l'agroécologie est-elle compatible avec une population humaine à 10 milliards d'habitants ? Ensuite, vous insistez beaucoup sur le niveau local, mais en même temps, il faut que les initiatives locales rejoignent d'autres initiatives, ailleurs dans le monde. Le travail de sensibilisation que vous faites en France est très bien, mais si personne d'autre n'a le même message ailleurs, cela risque de n'aboutir à rien. Êtes-vous optimiste au niveau mondial ? Avez-vous des contacts avec des Gaspard Koenig chinois ou américains ? Y a-t-il mondialement des animateurs ou des sensibilisateurs comme vous qui prônent ces solutions locales ?*

Gaspard Koenig : Comme Bruno Tertrais l'expliquait ici-même il y a quelques mois, la population mondiale atteindra un pic plus précocement que prévu. Une forme d'autorégulation est peut-être en train de se mettre en œuvre. Et puis, il y a bien plusieurs millions de vers de terre à l'hectare et cela ne pose de problèmes à personne... Parce que chaque ver de terre n'a pas une machine à laver, une voiture, qu'il ne regarde pas des séries en streaming. Le problème n'est pas tellement le nombre d'êtres humains, ce sont les modes de vie de ces êtres humains, qui devront bien un jour apprendre à vivre dans les limites imposées par des ressources finies. Qu'on me comprenne bien : je ne suis pas du tout pour le contrôle des naissances, la décroissance, le malthusianisme. Parce

12. Général et ancien inspecteur des finances.

que je pense que la vie est intensive, que la vie n'est pas sobre. Mais on si l'on excède nos ressources, la régulation se fera toute seule, comme pour les macaques à longue queue !

Concernant votre deuxième question, je remarque un certain cloisonnement de la pensée entre les nations. Les intellectuels européens discutaient plus entre eux du temps de Descartes et de Spinoza qu'aujourd'hui. Moi qui fais des débats en permanence, il est assez rare que je me rende ne serait-ce qu'en Italie ou en Allemagne, ou alors il faut attendre la traduction d'un livre. Je trouve cet isolement assez étrange au temps de Google Translate et des trains à grande vitesse. Il y a peu de cercles de discussions transnationaux. Tout reste hélas très national.

Il y a quelques années, j'avais fait beaucoup de reportages avec *Le Point*, je m'étais rendu aux quatre coins du monde pour voir la liberté à l'œuvre, qu'il s'agisse du revenu universel au Brésil, du microcrédit au Pérou, des prisons ouvertes en Finlande ou de la démocratie en Suisse. Je ne prends plus l'avion, désormais, donc c'est plus compliqué, mais je ne me l'interdis pas entièrement, s'il y a une raison valable. Pourquoi pas un tour du monde de l'agroécologie !

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur
www.institutdiderot.fr

Les publications de l'Institut Diderot

Dans la même collection

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
- L'avenir du logement - Olivier Mitterrand
- L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
- L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
- L'avenir du climat - Jean Jouzel
- L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
- L'avenir de la politique - Alain Juppé
- L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu
- L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poitinal
- L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray

-
- L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
 - L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
 - L'avenir des relations franco-russes - S.E Alexandre Orlov
 - L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
 - L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
 - L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
 - L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapir
 - L'avenir du conflit entre chiites et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
 - L'Iran et son avenir - S.E Ali Ahani
 - L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy
 - L'avenir du travail à l'âge du numérique - Bruno Mettling
 - L'avenir de la géopolitique - Hubert Védrine
 - L'avenir des armées françaises - Vincent Desportes
 - L'avenir de la paix - Dominique de Villepin
 - L'avenir des relations franco-chinoises - S.E. Zhai Jun
 - Le défi de l'islam de France - Jean-Pierre Chevènement
 - L'avenir de l'humanitaire - Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli
 - L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins - Georges Malbrunot
 - L'avenir du Grand Paris - Philippe Yvin
 - Entre autonomie et Interdit : comment lutter contre l'obésité ?
Nicolas Bouzou & Alain Coulomb
 - L'avenir de la Corée du Nord - Juliette Morillot & Antoine Bondaz
 - L'avenir de la justice sociale - Laurent Berger
 - Quelles menaces numériques dans un monde hyperconnecté ? - Nicolas Arpagian
 - L'avenir de la Bioéthique - Jean Leonetti
 - Données personnelles : pour un droit de propriété ?
Pierre Bellanger et Gaspard Koenig
 - Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ? - Pierre Vermeren
 - Turquie : perspectives européennes et régionales - S.E. Ismail Hakki Musa
 - Burn out - le mal du siècle ? - Philippe Fossati & François Marchand
 - L'avenir de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.
Jean-Philippe Hubsch
 - L'avenir du bitcoin et du blockchain - Georges Gonthier & Ivan Odonnat
 - Le Royaume-Uni après le Brexit
Annabelle Mourougane - Frédéric de Brouwer & Pierre Beynet
 - L'avenir de la communication politique - Gaspard Gantzer
 - L'avenir du transhumanisme - Olivier Rey
 - L'économie de demain : sociale, solidaire et circulaire ?
Géraldine Lacroix & Romain Slitine
 - La transformation numérique de la défense française - Vice-amiral Arnaud Coustilliére
 - L'avenir de l'indépendance scientifique et technologique française
Gérard Longuet
 - L'avenir du Pakistan - Ardavan Amir-Aslani
 - Le corps humain et sa propriété face aux marchés - Sylviane Agacinski
 - L'avenir de la guerre économique américaine - Ali Laïdi
 - Construire l'économie de demain - Jean Tirole
 - L'avenir de l'écologie... et le nôtre - Luc Ferry
 - La vulgarisation scientifique est-elle un échec ? - Étienne Klein
 - Les trois utopies européennes - Francis Wolff
 - L'avenir des Juifs français - Haïm Korsia
 - Comment faire face à la pénurie et à la hausse des prix des matières premières ?
Philippe Chalmin
 - Changement climatique : comprendre et agir - Christian de Perthuis
 - L'avenir du féminisme - Caroline Fourest

-
- Le ressentiment contemporain menace-t-il la Démocratie ? - Cynthia Fleury
 - Les nouvelles lignes d'affrontement dans un monde numérisé : l'ère des frontières.com - Nicolas Arpagian
 - Comment manager la génération Z? - Pascal Broquard
 - Les dangers du « wokisme » - Jean-François Braunstein
 - La dépression, mal du siècle ? - Hugo Bottemanne
 - L'avenir du posthumanisme ou les limites de l'humain - Jean-Michel Besnier
 - Transgenres et conséquences : Les transitions juvéniles et la responsabilité des adultes - Claude Habib
 - Devenir transclasse : comment échapper aux destins déjà écrits ? - Chantal Jaquet
 - Re-considérons le travail - Sophie Thiéry
 - La droite en France - David Lisnard
 - Le Moyen-Orient en 2050 - Jean-Pierre Filiu
 - L'économie du bonheur - La croissance rend-elle les individus heureux ? - Claudia Senik
 - L'énergie en 2050 - Marc Fontecave
 - La spiritualité en 2050 - Frédéric Lenoir
 - L'Asie en 2050 - Valérie Niquet
 - Choc démographique et choc des empires. Quel monde en 2050 ? - Bruno Tertrais
 - Les dangers de la morale, une approche neurocomportementale - Jean Decety
 - La vieillesse en 2050 : défis et révolutions - Jean-Marc Lemaitre
 - La lecture en 2050 - Michel Desmurge
 - Mesures et démesures du modèle français- Nicolas Baverez

Les Déjeuners / Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien
- Des guerres à venir ? - Philippe Fabry
- Les traitements de la maladie de Parkinson - Alim-Louis Benabib
- La souveraineté numérique - Pierre Bellanger
- Le Brexit et maintenant - Pierre Sellal
- Les Jeux paralympiques de Paris 2024 : une opportunité de santé publique ?
Pr François Genet & Jean Minier - Texte écrit en collaboration avec Philippe Fourny
- L'intelligence artificielle n'existe pas - Luc Julia
- Cyber : quelle(s) stratégie(s) face à l'explosion des menaces ?
Jean-Louis Gergorin & Léo Issac-Dognin
- La puissance publique face aux risques - François Vilnet & Patrick Thourrot
- La guerre des métaux rares - La face cachée de la transition énergétique et numérique - Guillaume Pitron
- Comment réinventer les relations franco-russes ? - Alexandre Orlov
- La république est-elle menacée par le séparatisme ? - Bernard Rougier
- La révolution numérique met-elle en péril notre civilisation ? - Gérald Bronner
- Comment gouverner un peuple-roi ? - Pierre-Henri Tavoillot
- L'eau enjeu stratégique et sécuritaire - Franck Galland
- Autorité un «enjeu pluriel» pour la présidentielle 2022 ? - Thibault de Montbrial
- Manifeste contre le terrorisme islamiste - Chems-eddinne Hafiz
- Reconquérir la souveraineté numérique
Matthieu Bourgeois & Bernard de Courrèges d'Ustou
- Le sondage d'opinion : outil de la démocratie ou manipulation de l'opinion ? Alexandre Dézé
- Le capitalisme contre les inégalités - Yann Coatanlem

-
- Franchir les limites : transitions, transgressions, hybridations - Claudine Cohen
 - Migrations, un équilibre mondial à inventer - Catherine Withol de Wenden
 - Insécurité alimentaire et changement climatique : les solutions apportées par les biotechnologies végétales - Georges Freyssinet
 - L'avenir de la gauche française - Renaud Dely

Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Egypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualezzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Delyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
- Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
- La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak
- Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrou
- Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy
- À propos du revenu universel - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig
- Une Assemblée nationale plus représentative - *Mandature 2017-2022* - Eric Keslassy
- L'avenir de notre modèle social français - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Handicap et République - Pierre Gallix
- Réflexions sur la recherche française... - Raymond Piccoli
- Le système de santé privé en Espagne : quels enseignements pour la France ? Didier Bazzocchi & Arnaud Chneiweiss
- Le maquis des aides sociales - Jean-Pierre Gualezzi
- Réformer les retraites, c'est transformer la société - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Vers un droit du travail 3.0 - Nicolas Dulac
- L'assurance santé privée en Allemagne : quels enseignements pour la France ? Arnaud Chneiweiss & Nadia Desmaris
- Repenser l'habitat. Quelles solidarités pour relever le défi du logement dans une société de la longévité ? - Jacky Bontems & Aude de Castet
- De la nation universelle au territoire-monde - L'avenir de la République dans une crise globale et totale - Marc Soléry
- L'intelligence économique - Dominique Fonvielle
- Pour un Code de l'enfance - Arnaud de Belenet
- Les écoles de production - Agnès Pannier-Runacher
- L'intelligence artificielle au travail - Nicolas Dulac Gérardot
- Une Assemblée nationale plus représentative ? - *Mandature 2022-2027* - Eric Keslassy
- L'homme politique face aux diktats de la com - François Belley
- Santé - Évolutions mondiales, problèmes français - Jean de Kervasdoué

Les Colloques de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique
- L'avenir de l'Afrique
- Les nouvelles stratégies de prévention pour vivre et vieillir en bonne santé

Nature et liberté en 2050 : comment l'irruption du vivant chamboule la pensée libérale

Comment concilier l'écologie et la liberté ? La réponse ne va pas de soi. Car à force d'exploiter librement la nature, constate Gaspard Koenig, nous mettons en péril la possibilité d'exister sur Terre, donc les conditions mêmes de notre liberté. C'est scier la branche sur laquelle nous sommes assis : la nature peut se passer de nous, sans aucune difficulté, mais point nous, de la nature. De là une « tension très forte entre libéralisme et écologie », qui n'est pas neuve mais qui débouche aujourd'hui sur une question redoutable : « Faut-il alors préférer une dictature verte à un libéralisme écocidaire ? » Tout l'effort de Gaspard Koenig tend à refuser cette alternative, donc à chercher une autre solution. C'est dire l'importance et l'urgence de son message.

Gaspard KOENIG



Philosophe, essayiste et écrivain français, inspiré d'une pensée libérale et sociale, il fut le fondateur du think tank Génération Libre. Il est également l'auteur de plusieurs essais et romans à succès dont *Voyage d'un philosophe aux pays des libertés* (L'observatoire, 2018), *Humus* (L'observatoire, 2023), pour lequel il remportera les prix Interallié et Giono, et enfin *Agro philosophie* (L'observatoire, 2024).



La présente publication ne peut être vendue.



ISBN 978-2-494240-35-3

9 7 8 2 4 9 4 2 4 0 3 5 3

ISSN 2496-4948 (en ligne)

ISSN-2608-1334 (imprimé)